

Par Patrick Jacquemot  
Mercredi, 5 mars 2025

# La Confédération européenne des frontaliers est née

De la frontière belge à celle du Luxembourg, de l'Allemagne ou de la Suisse, près de 400.000 Français travaillent dans le pays voisin. Cela en fait des dossiers communs à défendre.



Fin 2024, l'Unedic et le Gouvernement français avaient en tête de réduire les indemnités chômage des frontaliers français. « *Ce fut cela le **point de déclic** !* », assure Georges Gondon. De la colère de la mesure envisagée allaient naître divers points de contestation. Et de ces protestations allaient se créer une Confédération... « *Soudainement, à la lisière du Luxembourg, aux portes de l'Allemagne ou en face de la Suisse ou de l'Italie, c'était un **refus commun** qui s'exprimait sur un sujet mais, finalement, en **ordre séparé**.* »

Si le projet avait tenu, quatre structures portant déjà la voix des frontaliers sur leur territoire respectif avaient ainsi décidé d'acter en justice ensemble. L'idée a été abandonnée, le gouvernement Barnier a été remplacé par la version Bayrou et... l'**unité s'est maintenue** pour organiser la 1ère **Confédération européenne des frontaliers**.

- À lire> [La prospérité du Luxembourg sur le toit du monde](#)

Qui se retrouve sous cette nouvelle bannière qui recouvre un territoire qui va donc «de Luxembourg à Genève »:

1. [l'Amicale des Frontaliers](#)
2. l'Asbl "Frontaliers au Luxembourg"
3. [l'Association d'aide aux frontaliers](#)
4. l'Association des frontaliers au Luxembourg ([Afal](#))

### Qui avance, qui freine, qui a des idées

Et voilà la Confédération (CEF) prêt à batailler pour défendre Lorrains, Alsaciens et Jurassiens franchissant chaque jour une frontière pour travailler dans un autre pays. *« Il y a des dossiers qui sont trop spécifiques à un secteur pour que la CEF s'en mêle mais sur plein de points nous pouvons adopter une position commune. »*

Il pourrait en être ainsi sur le **chômage** que peuvent percevoir ces milliers de salariés de l'Hexagone une fois leur contrat achevé ou rompu. La question du **télétravail** figure aussi des dossiers à tenter d'harmoniser. *« Car si la Suisse a acté le "2 jours par semaine" où en sont les autres ? »*, rappellent Georges Gondon. Côté franco-luxembourgeois, il y a bien eu une lettre au printemps, mais depuis...

La fiscalité remonte également au-dessus de la liste des sujets à éclaircir. *« Là, ce ne sont pas les gouvernements en rencontres bilatérales qui peuvent tout décider, ni même l'Europe, poursuit le responsable de l'Asbl "Frontaliers au Luxembourg". Ça se joue à l'OCDE. Le texte qui régit votre impôt sur le revenu ici, c'est le même que pour un Mexicain qui irait travailler aux USA et reviendrait le soir à la maison, vous savez... »*

Il faudra aussi se pencher sur les "retraites mixtes", pour les carrières partagées entre plusieurs pays. *« Là aussi, les frontaliers ne sont pas forcément avantagés côté prélèvements sociaux »*.

En se regroupant en Confédération, chacun compte donc faire **entendre ses souhaits aux élus et représentants** locaux mais **les partager** aussi avec les autres membres de la CEF éloignés. Voir qui avance, qui freine, qui a des idées... *« Ensuite, on représente un certain poids en adhérents et donc en vote. Si les choix de nos élus ne nous plaisent pas, à chacun d'agir pour changer l'ordre des choses ! Les Frontaliers ne votent pas le pays qui les emploie mais dans celui où ils vivent ; il serait bon que certains s'en rappellent et portent donc plus d'attention à l'attente de cette part croissante de la population »*.

- À lire> [Une certaine tolérance pour le Chèque service accueil](#)

Bref, cette Confédération, c'est une **oreille attentive** et une **voix qui se veut écoutée**. Avis à qui veut rejoindre le mouvement, il suffit de se rapprocher de l'une ou l'autre de ses entités.